

Situation et perspectives de l'économie mondiale

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



2020



Nations Unies

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La détérioration généralisée des perspectives économiques mondiales peut entraîner des revers dans la poursuite des objectifs de développement

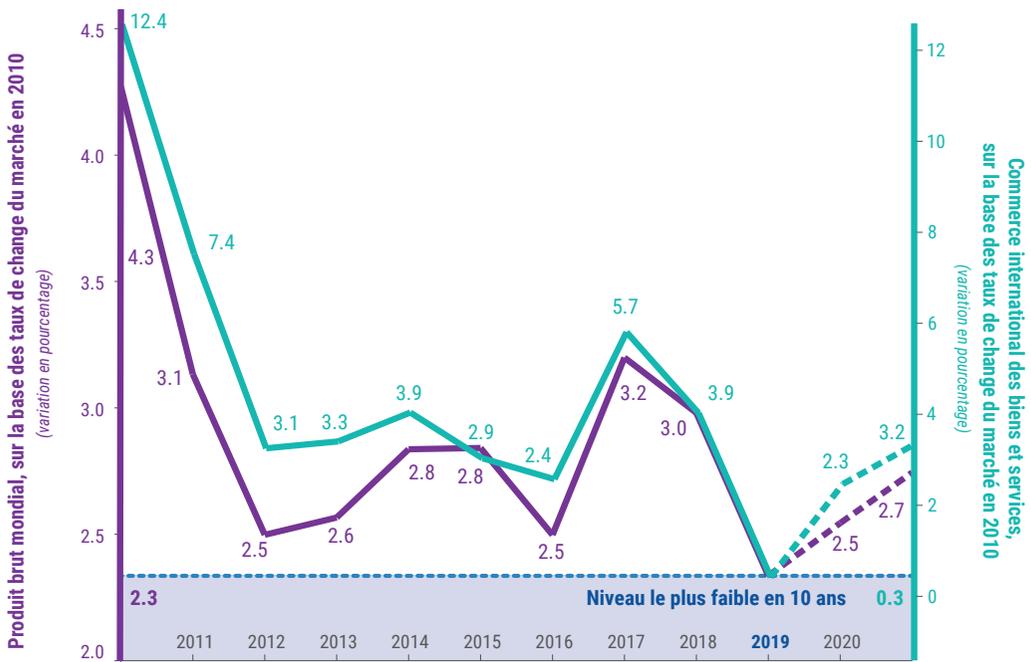
Les ambitions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne sauraient être atteintes sans une économie mondiale dynamique et solidaire. Dans un contexte de différends commerciaux prolongés et d'incertitudes politiques de grande ampleur, l'économie mondiale a subi une dégradation considérable et généralisée au cours de l'année écoulée. Cela risque d'entraver les efforts visant à réduire la pauvreté, créer des emplois décents, élargir l'accès à une énergie propre et abordable et atteindre de nombreux autres objectifs de développement durable. La croissance du produit brut mondial est tombée à 2,3 % en 2019, soit le taux le plus bas depuis la crise financière mondiale de 2008-2009. Ce ralentissement s'accompagne d'un mécontentement croissant face à la qualité sociale et environnementale de la croissance économique, dans un contexte d'inégalités généralisées et d'aggravation de la crise climatique. Même si les tensions commerciales mondiales s'atténuent sur certains fronts, le risque de rechute est élevé, car les grandes questions qui les sous-tendent demeurent sans véritable réponse. À supposer qu'aucun des revers potentiels ne se matérialise, une modeste hausse de la croissance mondiale, qui devrait atteindre 2,5 %, est attendue en 2020, même si les incertitudes politiques continueront de peser sur les plans d'investissement.



**DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR DES
CONFLITS COMMERCIAUX PROLONGÉS
ET TOUTE UNE SÉRIE D'INCERTITUDES
POLITIQUES, L'ÉCONOMIE MONDIALE A
CONNU UNE DÉTÉRIORATION IMPORANTE
ET GÉNÉRALISÉE**

La croissance du produit brut mondial a reculé pour s'établir à 2,3 % en 2019. Elle devrait se redresser légèrement en 2020 et atteindre 2,5 %, à condition que certains risques soient évités.

En 2019, la croissance du produit brut mondial et la croissance du commerce mondial sont tombées à leurs niveaux les plus faibles en dix ans



Source : Données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, y compris les estimations et les prévisions pour 2019-2021.

L'incertitude de la politique commerciale pèse lourdement sur l'investissement et les exportations mondiales

La hausse des droits de douane et les mois de fluctuation entre l'escalade et la désescalade des tensions commerciales mondiales ont alimenté l'incertitude des politiques, réduit considérablement l'investissement et fait chuter la croissance du commerce mondial à 0,3 % en 2019 – son niveau le plus bas depuis dix ans. Le commerce bilatéral entre les États-Unis d'Amérique et la Chine s'est effondré, entraînant des perturbations importantes dans les chaînes d'approvisionnement internationales. Les secteurs mondiaux de l'électronique et de l'automobile, qui ont de vastes réseaux de production transnationaux, ont été tout particulièrement touchés. Néanmoins, plusieurs pays ont bénéficié d'une augmentation de leur

Source d'incertitude, les tensions commerciales ont pesé sur la croissance du commerce mondial, qui a chuté à 0,3 % en 2019.

part du marché mondial des exportations, car les entreprises cherchent à s'approvisionner en intrants dans des pays qui ne sont pas directement touchés par la hausse des tarifs douaniers. Par ailleurs, bon nombre des pays les moins avancés (PMA), qui ne sont généralement pas bien intégrés dans les réseaux commerciaux mondiaux, sont restés relativement épargnés par les différends commerciaux. Contrairement à la majeure partie du reste du monde, la plupart des PMA ont vu la croissance de leur PIB s'accélérer en 2019.

Les tensions commerciales peuvent aggraver les fragilités financières

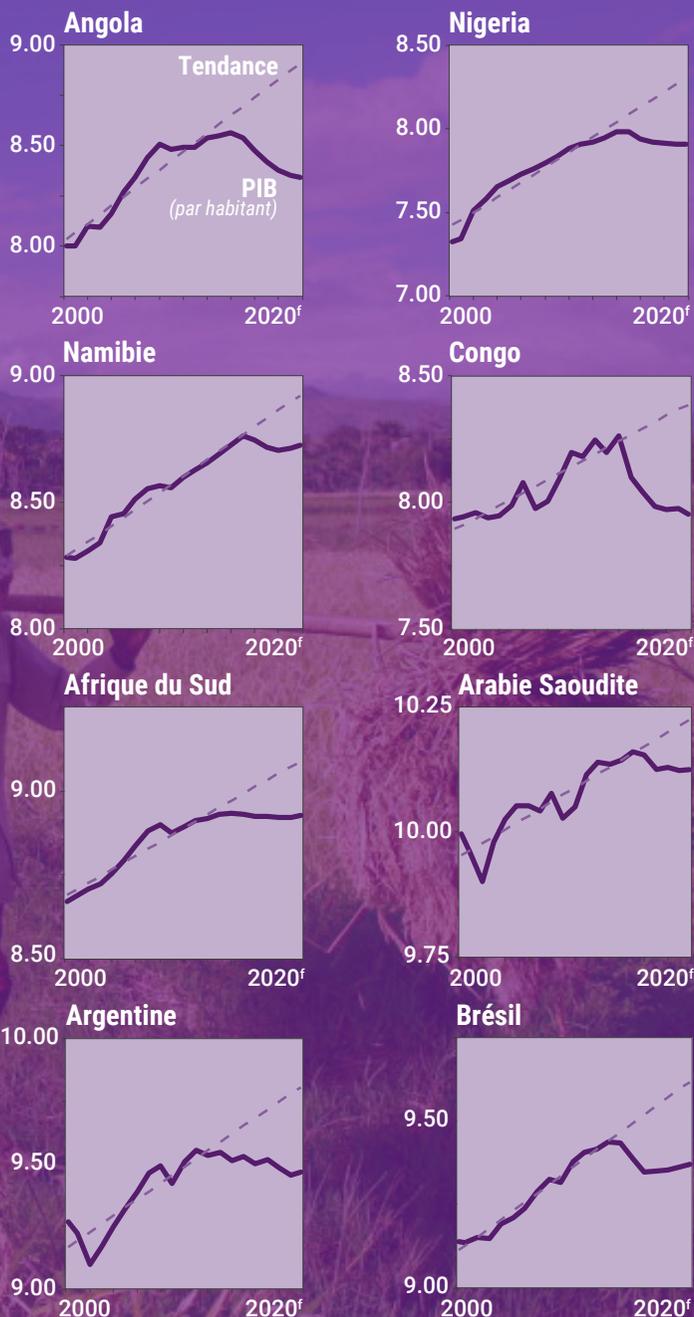
L'économie mondiale est en proie à des risques qui menacent la stabilité financière. En raison du relâchement prolongé des conditions monétaires dans les économies développées et de la croissance rapide du crédit dans certaines économies émergentes, les niveaux élevés d'endettement se généralisent. Ce phénomène est en soi source de risques financiers, mais il affaiblit en outre la résistance des économies aux chocs et les rend donc plus vulnérables à toute

nouvelle dégradation de l'activité économique. À cela peut s'ajouter l'escalade des tensions commerciales, qui pourrait déclencher une « fuite vers la sécurité » chez les investisseurs et entraîner ainsi une appréciation du dollar des États-Unis et un resserrement implicite des conditions monétaires dans les pays en dévelop-

Le commerce bilatéral entre la Chine et les États-Unis s'est effondré, ce qui a considérablement perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales

pement. Alors que les ménages et les entreprises s'efforcent de refinancer leur dette, l'augmentation des faillites et le resserrement des conditions de crédit pourraient déclencher un processus de désendettement désordonné et des corrections à grande échelle des prix des actifs.

De nombreux pays en développement tributaires des produits de base pâtissent encore de la baisse des prix observée de 2014 à 2016



Source: UN DESA.

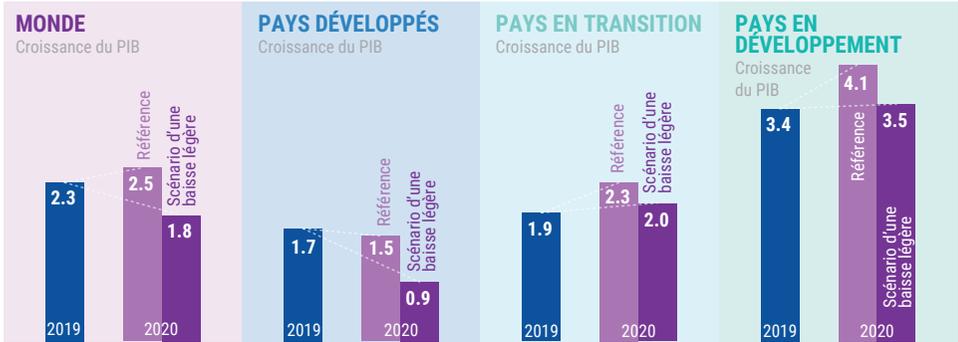
Note : L'échelle du PIB par habitant est logarithmique. Les données pour 2018-2020 comprennent des estimations et des prévisions réalisées par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

L'ÉCONOMIE MONDIALE EST EXPOSÉE À DES RISQUES QUI COMPROMETTENT LA STABILITÉ FINANCIÈRE

Ces risques pourront se conjuguer à des tensions commerciales, dans un contexte marqué par des conditions monétaires qui resteront peu contraignantes, la croissance rapide du crédit dans certains pays émergents et des niveaux d'endettement élevés.



Les risques sont associés à une tendance à la baisse très nette, tandis que la polarisation politique augmente, que les avantages du multilatéralisme sont de plus en plus remis en question et que la marge d'action est restreinte au niveau mondial.



Source: UN DESA, Sur la base de projections et de scénarios produits à l'aide du Modèle de prévisions économiques mondiales. Voir le rapport complet pour des informations détaillées sur les scénarios.

On craint de plus en plus que les politiques monétaires n'aient atteint leurs limites...

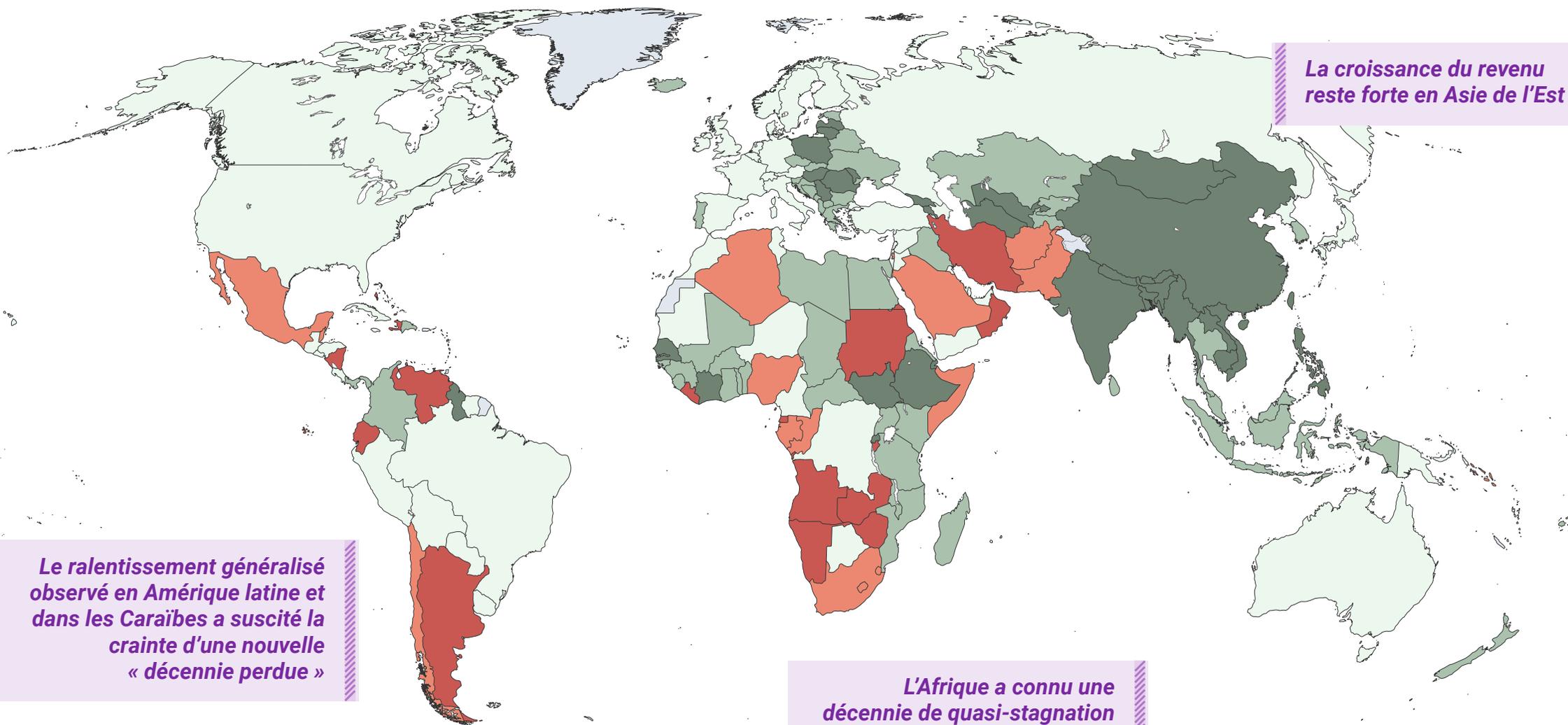
Des politiques monétaires trop sollicitées se sont révélées insuffisantes pour stimuler l'investissement qui, dans de nombreux pays, est freiné moins par les coûts de financement que par l'incertitude et le manque de confiance des entreprises. Une grande partie de la dette mondiale récemment accumulée a été affectée à des actifs financiers plutôt qu'à l'accroissement de la capacité de production, ce qui illustre une discordance inquiétante entre le secteur financier et l'activité économique réelle. La forte demande d'obligations souveraines à rendement négatif donne à penser que de nombreux investisseurs sont plus disposés à subir de légères pertes qu'à procéder à des investissements productifs, ce qui témoigne d'une vision particulièrement pessimiste de la croissance économique future. En l'absence de signes d'une reprise notable de l'investissement dans un proche avenir, la croissance de la productivité restera faible sur le moyen terme.

...et un nouvel assouplissement pourrait exacerber les risques

Le recours excessif à la politique monétaire n'est pas seulement insuffisant pour relancer la croissance il entraîne en outre des coûts considérables, notamment une aggravation des risques pour la stabilité financière. La faiblesse des taux d'intérêt mondiaux et l'abondance de liquidités ont contribué

1 PAYS SUR 5 VERRA SON REVENU PAR HABITANT STAGNER OU DIMINUER CETTE ANNÉE

Croissance du PIB, projections, 2020 ^{a,b}



^a Les appellations utilisées sur cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations utilisées sur cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le tracé définitif de la frontière entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été défini. La souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas) fait l'objet d'un différend entre le Gouvernement de l'Argentine et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

aucune donnée	moins de -0.5%	-0.5% à +0.5%	+0.5% à +2.0%	+2.0% à +4.0%	plus de +4.0%
---------------	----------------	---------------	---------------	---------------	---------------

^b La carte représente les pays et/ou territoires ou des parties de ces pays ou territoires pour lesquels des données sont disponibles et/ou analysées dans la publication World Economic Situation and Prospects 2020. Les zones en gris ne coïncident donc pas nécessairement exactement avec le tracé de leurs frontières ou limites.

Source: UN DESA

à la sous-évaluation des risques, poussant à la hausse les prix des actifs et encourageant l'augmentation de la dette mondiale. La prolongation des politiques monétaires accommodantes pourrait aggraver encore les déséquilibres financiers.

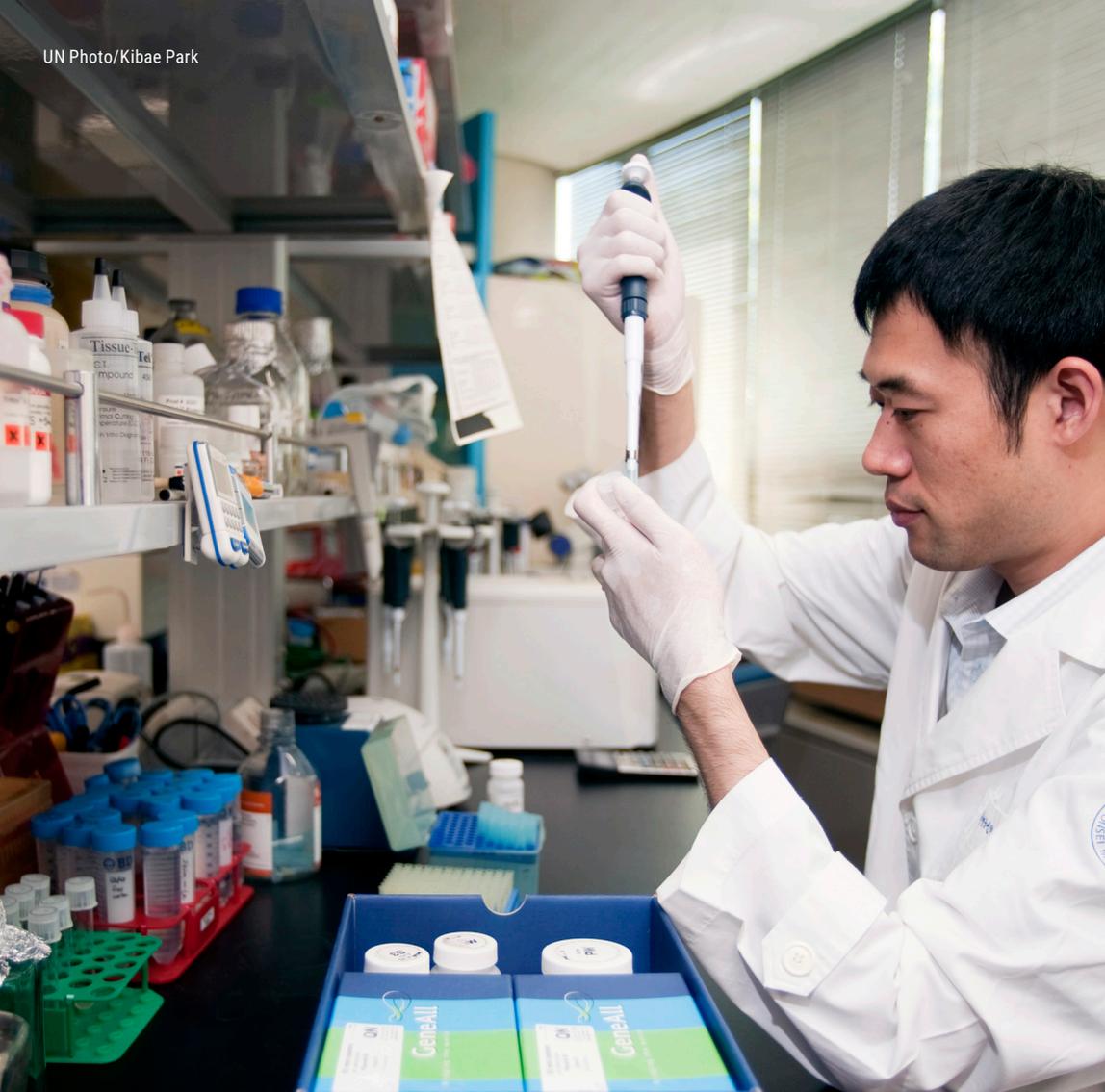
▤ Les risques restent fortement orientés à la baisse

La modeste reprise de la croissance mondiale prévue pour 2020 est subordonnée à l'hypothèse que de nombreux risques qui se profilent à l'horizon ne se concrétisent pas – que les tensions commerciales et les droits de douane n'augmentent pas davantage ; que le Brexit soit conclu avec un cadre transparent pour les relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ; que les frictions géopolitiques ne s'aggravent pas ; que les risques pour la stabilité financière demeurent contenus ; et que les chocs climatiques catastrophiques restent éloignés. Même un écart minime par rapport à l'une de ces prévisions pourrait entraîner un nouveau ralentissement de la croissance mondiale en 2020. Ainsi, une flambée des tensions commerciales incitant les entreprises des pays développés et de l'Asie de l'Est à reporter à peine 1 % de leurs investissements pourrait ralentir la croissance du commerce mondial à 0,6 % et celle du produit brut mondial à seulement 1,8 % en 2020, comparativement à des prévisions de référence de 2,3 % et 2,5 %, respectivement.

L'un quelconque des risques à la baisse a de fortes chances d'aggraver d'autres risques, ce qui pourrait avoir pour effet de faire déraiper l'économie mondiale. Ces vents contraires difficiles à court terme, aggravés par une polarisation politique croissante, un scepticisme grandissant à l'égard des avantages du multilatéralisme et une marge d'action mondiale limitée, risquent d'infliger des dommages graves et durables à la société et de compromettre considérablement les perspectives de réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

▤ Un dosage plus équilibré des politiques s'impose

Dans un contexte où l'on craint que les politiques monétaires ne soient excessivement mises à l'épreuve, il faut veiller à l'équilibre des politiques publiques. Certes, les banques centrales ont réagi rapidement à la dégradation des perspectives mondiales, mais la politique budgétaire a généralement été insuffisamment utilisée comme outil d'intervention anticyclique. Les taux d'intérêt étant plus bas que jamais, les gouvernements qui disposent d'une large marge de manœuvre budgétaire et qui ont des besoins pressants en



LES BAISSES DES TAUX D'INTÉRÊT NE SUFFISENT PAS À STIMULER L'INVESTISSEMENT

La croissance de la productivité du travail restera faible en l'absence de mesures politiques fortes (investissements d'infrastructure de grande ampleur, amélioration de la qualité de l'éducation, renforcement des capacités d'innovation, etc.).



IL FAUT MIEUX ÉQUILIBRER LE DOSAGE DES POLITIQUES

Les politiques doivent viser, à titre prioritaire : à décarboniser l'activité économique ; à élargir l'accès à l'électricité, à l'eau potable et aux transports ; et à favoriser l'égalité des chances dans l'éducation, la santé et l'emploi formel.

matière d'investissement public devraient tirer parti des conditions de financement favorables actuelles. Toutefois, les niveaux élevés d'endettement et les déficits budgétaires considérables limitent souvent les possibilités de relance budgétaire.

De nombreux pays n'ont qu'une marge de manœuvre étroite pour compenser le ralentissement économique mondial par un assouplissement budgétaire et monétaire et il est donc d'autant plus important de mettre l'accent sur l'efficacité des politiques publiques. Il faut pour cela remplacer les objectifs à court terme par une planification à plus long terme en vue d'un développement économique solidaire. Les changements structurels apportés à la conception de la politique budgétaire devraient être soigneusement intégrés aux initiatives du marché du travail, à une réglementation commerciale et financière favorable, à des systèmes de protection sociale efficaces et à des incitations à l'investissement prudemment ciblées. Cela exige une approche stratégique équilibrée, apte à stimuler la croissance économique tout en favorisant une plus grande inclusion sociale, l'égalité des sexes et une production et une consommation écologiquement durables. Bien que les priorités nationales diffèrent, certaines priorités mondiales générales communes comprennent l'augmentation des investissements et l'alignement des politiques pour décarboniser l'énergie, l'agriculture et les transports ; la réalisation d'investissements ciblés dans les infrastructures pour élargir l'accès aux sources d'énergies propres et renouvelables, à l'eau potable et aux liaisons de transport ; et la promotion de l'égalité des chances en matière d'accès à une éducation, des soins de santé et un emploi formel de qualité.

Les politiques nationales doivent être complétées par une coopération mondiale plus efficace

Plusieurs des problèmes de développement auxquels les pays sont confrontés sont de nature mondiale et ne peuvent être résolus efficacement par les seules politiques structurelles nationales. Il est nécessaire de compléter les politiques nationales par une coopération internationale plus efficace pour atteindre des objectifs communs, en particulier dans les domaines des changements climatiques, du commerce international et de la finance. Avec la modification de l'équilibre économique mondial, au détriment de l'Union européenne, des États-Unis et d'autres pays développés et au profit de la Chine, de l'Inde et d'autres pays en développement, le pouvoir de décision économique mondial est

également en train de se déplacer. Les mécanismes de coopération mondiale devront tenir compte de ce changement d'équilibre tout en continuant à permettre aux pays sous-représentés de se faire entendre.

Le PIB, mesure globale, passe à côté d'aspects essentiels de la qualité de la croissance économique

Bien que le PIB soit la mesure la plus utilisée pour évaluer la prospérité et les résultats économiques, il ne révèle rien sur la façon dont les revenus sont répartis au sein d'un pays ; sur les répercussions de l'activité économique sur les ressources naturelles et l'environnement ; ou sur la qualité de vie dont jouit la population en matière d'éducation, de santé ou de sécurité personnelle. Dans de nombreux domaines, le bien-être mondial continue d'être nettement en deçà des niveaux visés. Des conflits meurtriers se poursuivent, la crise climatique s'aggrave, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de sous-alimentation augmente et il est de plus en plus admis que les inégalités sur les plans des revenus, de l'éducation, de la santé et des possibilités sont à la base d'une profonde discrimination sociale. Les appels au changement sont généralisés dans le monde entier, reflétant un mécontentement croissant face à la qualité de la croissance qui sous-tend l'actuel statu quo économique, social et environnemental.

La progression du niveau de vie est au point mort pour le grand nombre

Mesurée par habitant, l'économie mondiale devrait croître de 1,5 % en 2020. Le scénario de référence prévoit une légère accélération de la croissance du

PIB dans de nombreuses régions en développement, l'Afrique de l'Est et l'Asie de l'Est devant continuer à afficher une croissance rapide des revenus. Toutefois, un pays sur cinq verra son revenu par habitant stagner ou diminuer cette année. Pour beaucoup, la progression vers un niveau de vie plus élevé est déjà au point mort. Dans un tiers des pays en développement tributaires des produits

Des voix s'élèvent dans le monde entier pour réclamer des changements, signe que le statu quo économique, social et environnemental suscite un mécontentement de plus en plus grand

de base (où vivent 870 millions de personnes), les revenus réels moyens sont aujourd'hui inférieurs à ce qu'ils étaient en 2014.



DANS PLUSIEURS DE SES DIMENSIONS, LE BIEN-ÊTRE RESTE INSUFFISANT À L'ÉCHELLE MONDIALE

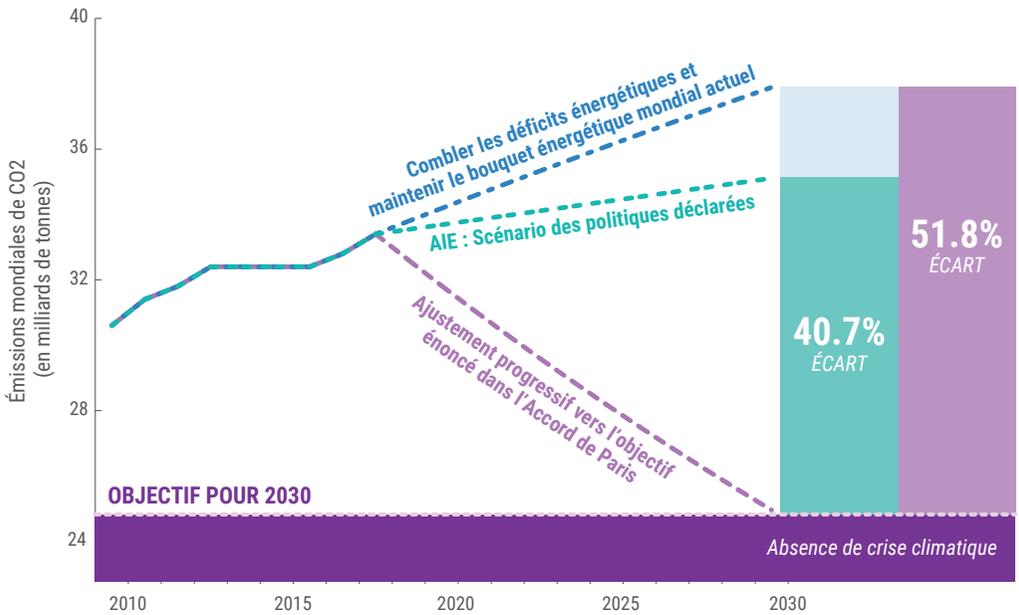
Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Amérique latine et de l'Asie occidentale.



LE SEUL MOYEN DE DISSOCIER DÉFINITIVEMENT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CONSISTE À MODIFIER LE BOUQUET ÉNERGÉTIQUE

Le secteur de l'énergie représente environ les trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il y a des tensions entre l'augmentation de la demande d'énergie et la réalisation des objectifs environnementaux.

Le bouquet énergétique actuel est incompatible avec les objectifs en matière d'émissions, et les politiques annoncées restent inadéquates



Sources: UN DESA projections et scénario des politiques déclarées de l'AIE pour 2019. Voir le rapport complet pour des informations détaillées sur les scénarios.

L'élimination de la pauvreté dépendra de plus en plus de la lutte contre les inégalités

La proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté a diminué régulièrement et de manière considérable au cours des dernières décennies, en grande partie grâce aux succès en Chine et en Inde. Bien que des progrès aient été réalisés au niveau mondial, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et dans certaines régions d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Asie occidentale. Pour que des progrès durables soient accomplis sur le plan de la réduction de la pauvreté, il faudra à la fois donner une impulsion notable à la croissance de la productivité et prendre des engagements fermes pour s'attaquer aux niveaux élevés d'inégalité. En l'absence d'une forte réduction des inégalités, l'élimination de la pauvreté dans les pays africains qui ne sont pas des PMA nécessiterait un taux de croissance annuel du revenu par habitant de 8,7 %, alors que le taux terriblement insuffisant de 0,5 % a été enregistré au cours de la dernière décennie.

Les risques climatiques constituent de plus en plus une menace pour l'humanité...

Les risques liés à la crise climatique deviennent un défi de plus en plus important pour de nombreux pays, et l'action climatique doit faire partie intégrante de toute combinaison de politiques. La seule façon de rompre le lien entre les émissions de gaz à effet de serre et l'activité économique consiste à modifier le bouquet énergétique. Pour enrayer le réchauffement de la planète, il faudra une solide volonté politique et le déploiement complet de tous les instruments de politique disponibles.

... alors que de nombreuses interventions actuelles des pouvoirs publics manquent de vision à long terme, ce qui aggrave les risques mondiaux

Les risques climatiques continuent d'être sous-estimés, ce qui encourage les décisions à court terme qui augmentent les investissements dans les actifs à forte intensité de carbone. La transition vers un monde qui fixe un prix pour le carbone, où les pollueurs assument une part croissante des coûts environnementaux liés à leurs activités, va mettre en évidence des vulnérabilités généralisées parmi les détenteurs d'actifs à forte intensité de carbone. De nombreux gouvernements et investisseurs seront ainsi exposés à des pertes soudaines et à des actifs improductifs. Plus généralement, l'absence actuelle de vision à long terme rendra les objectifs environnementaux extrêmement difficiles à atteindre.

De nombreux pays ont tout à gagner de la transition énergétique...

La transition vers un bouquet énergétique plus propre peut apporter des avantages non seulement environnementaux mais aussi économiques à de nombreux pays. Par exemple, les gros importateurs de combustibles fossiles devraient bénéficier du développement de sources locales d'énergies renouvelables, ce qui améliorera la sécurité de l'approvisionnement énergétique et les équilibres extérieurs. Parallèlement, certains pays verront augmenter la demande de ressources utilisées dans les technologies à faible émission de carbone, notamment les métaux et les matériaux nécessaires aux systèmes d'énergies renouvelables, aux bâtiments efficaces et aux nouvelles formes de transport. En fin de compte, la transition conduira à accorder une plus grande

valeur aux ressources naturelles comme le soleil, le vent et les voies navigables, et à soutenir davantage la protection et l'expansion des forêts en tant que puits de carbone.

... mais les coûts et les avantages ne seront pas partagés également

Les conséquences économiques et sociales de la transition énergétique dans le monde seront nécessairement de grande portée. Les coûts et les avantages seront très inégalement répartis au sein des pays et entre eux ; il faut reconnaître les divergences et y remédier par des accords de coopération pour assurer une transition équitable. Il est indispensable de prendre des mesures pour alléger le fardeau de ceux qui subiront des pertes démesurées - à la fois pour protéger les personnes vulnérables et pour préserver la viabilité politique des mesures difficiles mais nécessaires que les pouvoirs publics devront prendre de toute urgence.

Il faut prendre immédiatement des mesures décisives en faveur de la transition énergétique, faute de quoi les coûts risquent de doubler

Une action urgente peut accélérer la progression vers la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'énergie dans le monde...

Un large fossé subsiste entre le monde actuel et un monde dans lequel le système énergétique est compatible avec les objectifs mondiaux de protection du climat, d'accès universel à l'énergie et d'air pur. Il existe des stratégies pour la fourniture d'une énergie accessible, fiable et décarbonisée, mais elles nécessitent une hiérarchisation politique et un soutien public. Pour parvenir à la baisse nécessaire des niveaux d'émission, il faudra combiner des changements technologiques pour améliorer l'efficacité énergétique, des changements de comportement pour promouvoir la conservation de l'énergie et l'expansion des puits de carbone, des investissements dans les infrastructures et les technologies nécessaires pour modifier la composition du bouquet énergétique, et l'élaboration et le déploiement de technologies de capture et de séquestration du carbone.

...alors qu'un retard dans la prise de mesures décisives augmentera considérablement les coûts définitifs

La marge de manœuvre pour agir se rétrécit. Tout retard dans la prise de mesures décisives ne fera en fin de compte qu'augmenter les coûts. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont déclaré une décennie d'action et de résultats au service des objectifs de développement durable, l'échéance étant fixée à l'horizon 2030, et des avancées rapides vers la transition énergétique doivent figurer en bonne place dans ce programme.

Janvier 2020

www.un.org/development/desa/dpad/wesp-report